

d'environ 12 milliards de dollars étalé sur une période de dix ans, il existe de nombreuses occasions d'affaires pour les exportateurs canadiens désireux de participer à cet effort de reconstruction.

Après avoir périclité durant la guerre civile, nos échanges commerciaux avec le Liban connaissent maintenant un regain encourageant en raison, pour une bonne part, du dynamisme commercial de la communauté d'origine libanaise au Canada. De moins de 8 millions de dollars en 1990, nos exportations sont passées à près de 44 millions de dollars en 1993. Je note ici à Montréal que les exportations du Québec à destination du Liban comptent à elles seules pour 63 p. 100 du total canadien.

Nous soutenons les efforts pour assurer une présence canadienne au Liban : une mission commerciale (la première en 17 ans) a été effectuée en novembre 1993. Les huit membres du secteur privé canadien ainsi que des représentants de mon ministère, ont reçu un accueil chaleureux de la part du Président Hraoui, du Premier ministre Hariri ainsi que des hommes d'affaires libanais.

En janvier, des hommes d'affaires sous l'égide du Conseil d'Affaires canado-arabe se sont rendus au Liban. En mai, le Secrétaire parlementaire du ministre McLaren, M. Mac Harb, a effectué sa deuxième visite au Liban avec un de nos directeurs à l'expansion du commerce. Il y a quelques semaines, une autre mission commerciale, celle-ci dans le domaine des télécommunications, visitait le Liban et la Syrie alors qu'au même moment, d'autres sociétés canadiennes participaient à l'exposition «Rebuild Lebanon» à Beyrouth. Ces échanges contribuent à augmenter la visibilité de gens d'affaires canadiens sur le marché libanais où une bonne dizaine de compagnies canadiennes poursuivent présentement des projets.

En même temps, je suis tout à fait conscient que ces projets de reconstruction avec les débouchés commerciaux qu'ils offrent, nécessiteront le déploiement d'efforts pour venir en aide aux plus démunis de la population au Liban, encore traumatisée par la guerre, et qui doivent maintenant faire face à l'inflation.

L'Agence canadienne de développement international continuera à fournir une assistance, par le biais d'organisations non gouvernementales canadiennes ou libanaises, et par le biais d'agences multilatérales, aux Palestiniens et aux Libanais déplacés au Liban. Sans compter notre contribution à l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, un montant de 2 millions de dollars a été alloué par l'ACDI pour le Liban en 1994.

Relations canado-libanaises - le facteur humain

Je parlais au début de mon allocution de l'importance du facteur humain dans nos relations avec le Liban. En effet, je n'ai pas